

# Portraits de femmes en pays Bamiléké

*L'effervescence du commerce, la « débrouillardise » et l'agriculture rythment la vie dans la région des hautes terres de l'Ouest-Cameroun. L'œil nouveau qui s'ouvre à ces scènes de vie bamiléké est marqué par l'omniprésence des femmes ; femmes cheminant sac sur la tête le long des routes, femmes négociant leurs produits sur les marchés, femmes bavardant dans un bar du village...*

Le café, « l'arbre à argent », moteur économique de la région a entretenu la polygamie. Signe de réussite, elle constitue aussi un apport de main d'œuvre indispensable pour les plantations. La crise du café des années 90 permet l'entrée des femmes dans la sphère publique, économique et marchande.

Une forme d'autonomie féminine s'exprime depuis toujours au travers des associations et des espaces traditionnels : la *tontine*, système d'épargne et de crédit, le *tchi*, travail communautaire dans les champs de femmes, les marchés locaux où elles se retrouvent, échangent les produits agricoles, les informations du village et tissent les alliances. Enfin, les femmes dominent leur foyer où l'homme ne rentre jamais.

On peut dégager quelques critères qui semblent influencer le devenir des femmes bamiléké. Il s'agit d'abord du statut social dont elle a hérité de sa famille d'origine ou de son mariage, ensuite de son âge et enfin de son lieu de vie.

L'indépendance se gagne avec les ans. Une femme ne peut avoir sa totale liberté que lorsqu'elle est dégagée de ses obligations de maternité. Une fois son devoir accompli, la jeune femme est confirmée adulte et peut se lancer dans des activités autonomes.

Nous rencontrons aussi un nouveau type de jeunes couples. Ces derniers se sont connus où ils ont fait leurs études. Sans travail à la ville, ils sont retournés au village où l'homme s'adonne aux cultures maraîchères et subvient aux besoins de sa famille naissante. Pour la jeune femme c'est aussi le temps de la maternité. Mais derrière ce schéma apparemment traditionnel, ces jeunes couples dévoilent des arrangements plus solidaires ; ils partagent le même espace résidentiel et discutent de problèmes ou de projets communs...

Les femmes issues de couples monogames ou à polygamie restreinte vivant dans les zones d'ancien peuplement représentent la majorité des cultivatrices. Elles sont en charge de la famille. Pour subvenir aux besoins, elles exploitent des parcelles éclatées sur plusieurs villages. Par leur présence sur les fronts de colonisation agraire, leur poids dans le budget du foyer renforce leur autorité dans le cercle familial.

Les femmes de grands polygames enrichis par le négoce et le café jouent la carte du commerce. Misant sur les capitaux de leur époux, elles déploient des activités de *bayem-sellem*. Ces *mama-benz* font l'admiration de tous, et s'immiscent dans l'espace public, prenant en main les questions de développement villageois.

Enfin, dans les campagnes investies par des migrants définitifs depuis les années 60-70, les rôles et la division du travail traditionnellement cloisonnés par sexe s'effritent. Les femmes se lancent en groupe dans des activités productives, elles s'emploient avec leur mari dans la vie associative. On les retrouve dans le maraîchage, dans la culture de plantes médicinales, dans les assises statutaires des unions ou des fédérations de Groupement d'intérêt communautaire. Leur engagement associatif les propulse dans l'espace public qui restait l'apanage des hommes.

La société bamiléké, caractérisée par un éclatement sur de multiples espaces (ruraux, urbains, transnationaux) trouve son identité et son unité dans le lieu d'origine, le village des hauts-plateaux. Les femmes sont les principales maîtresses d'œuvre de ces échanges continuels entre migrants et familles du village. Les cérémonies traditionnelles rappellent la femme dans son village par exemple pour y déposer le cordon ombilical de son nouveau-né. Ces échanges rituels fondent aussi les



D.R.

échanges marchands, ciment de l'économie régionale. Les femmes du village cultivent pour donner une partie de la récolte aux fils, aux frères, au père, aux sœurs de la ville. En retour, les migrants aident financièrement la famille ou achètent un lot agricole à la mère du village. Ces arrangements nous montrent combien ces familles éclatées se structurent autour du pivot féminin.

L'activisme de ces femmes sur tous les fronts produit une surcharge de travail. Leurs activités marchandes viennent s'ajouter à leur métier séculaire de mère. Un responsable agricole me disait d'ailleurs : « *Ce sont elles qui supportent toute la production dans des proportions supérieures à 50%, mais elles n'ont pas assez de moyens. Elles doivent cultiver, nourrir la famille, elles doivent aider le mari dans sa parcelle, elles doivent éduquer les enfants.* »

Si les femmes ont légalement accès à la propriété foncière depuis 1974 au Cameroun, sa mise en pratique reste très sporadique. Elles acquièrent souvent leurs parcelles selon le droit coutumier, ce qui conduit à un émiettement de leur parcellaire. La question foncière reste ➤

*Récolte de café par les femmes.*

- au cœur de cette situation de sous-développement.

Les recettes appliquées (programmes ménagers) par les institutions comme le ministère de la Condition féminine sont inadaptées. Le programme de vulgarisation agricole lancé par la Banque mon-

diale dans les années 80 s'applique quasi exclusivement aux hommes.

Toutefois, une ONG, le SAILD, tient toujours compte dans ses projets de l'approche « genre ». Dans ce cadre, des femmes émergent parmi les leaders pay-sans en tenant des postes à responsabi-

lités. Jusqu'en novembre 2001, c'est une femme, Mme Noubayeu, qui présidait l'organisation paysanne Binum. Elle milite pour une reconnaissance des femmes dans l'économie agricole. ■

**Sandrine Merlou**

*Merlou2001@yahoo.fr*

# Les migrants : une chance pour les campagnes

**Avec la crise économique, les campagnes africaines voient affluer les migrants.**

**André Kamga\* relève quelques innovations dues aux migrants de l'Ouest-Cameroun, en matière de développement local.**

La crise économique des années 80 au Cameroun a fortement accéléré le processus de migration de retour qui a connu une importante évolution dans la période 1990-2000 et se poursuit toujours actuellement. Ce qui ne se fait pas sans difficultés en raison de la forte pression foncière qu'elle entraîne. Une récente étude sur les versants méridionaux et orientaux des monts Bamboutos nous révèle que les migrants de retour sont en majorité des hommes, qui reviennent au village avec toute leur famille, en raison de la rareté du travail, et seulement 5% sont des femmes chefs de famille.

Selon cette enquête, sur un échantillon de 110 migrants on dénombrait 54% de tâcherons, 25% de déscolarisés, 14% de commerçants, dont une partie avaient fait faillite à cause de la crise, 5% de fonctionnaires et d'anciens agents de l'État ayant perdu leur emploi et enfin 2% de retraités. Avant leur retour au village, la majorité était des tâcherons – maçons, charpentiers, électriciens, plombiers, chauffeurs – travaillant dans la construction. Leur nombre s'explique par l'arrêt des grands chantiers pour cause de crise économique et le ralentissement des constructions de particuliers, dû à la hausse des prix du matériel, après la dévaluation du FCFA en 1994.

Pour subsister, même au village, la grande majorité des migrants (88%) s'est lancée dans l'agriculture commerciale dont le maraîchage constitue l'activité principale. L'élevage attire peu, compte tenu de l'investissement de départ et des risques encourus, s'agissant notamment de l'élevage porcin. En revanche aucun migrant ne plante de caféier car « le café ne paie plus alors que les revenus du maraîchage sont à brève échéance ».

D'autres se sont tournés vers l'exploitation de palmiers raphia pour en extraire du vin, mais plutôt à titre d'activité secondaire. Un migrant en a cependant fait sa principale source de revenu. Il achète le raphia à maturité dans différents champs et en commercialise le vin qui lui vaut de confortables rentrées d'argent car ce produit est très prisé.

jeunes pour la plupart, crée de graves conflits fonciers compte tenu de la rareté des terres cultivables. Toutefois, certains aspects positifs méritent d'être mis en évidence. Sur le plan agricole, on y note une intensification de l'agriculture sur de petites superficies. De plus, ces migrants, bénéficiant généralement d'un niveau d'éducation moyen, sont des innovateurs dans leur zone, utilisant par exemple de la documentation pour faire des essais sur leurs parcelles sans attendre l'éventuel appui d'un agent agricole. On a ainsi assisté à l'amélioration de certaines techniques d'irrigation des cultures maraîchères.

Sur le plan du développement local, la qualification professionnelle de la plupart de ces migrants est un atout pour la population rurale. Désormais, pour réaliser une construction on n'est plus obligé d'attendre l'unique maçon du village comme par le passé. De même, on n'est plus tenu d'aller en ville chercher un électricien pour la moindre panne. Ainsi, ceux des migrants qui ne peuvent faire plusieurs cycles de maraîchage par an, parce qu'ils n'ont pas accès à l'eau toute l'année, exercent leur ancien métier de maçon ou de charpentier pendant la saison sèche. Du coup, cette saison est devenue la période pendant laquelle le plus de nouvelles maisons en brique sortent de terre. Finalement, la campagne se rajeunit dans cette province de l'Ouest-Cameroun depuis la crise économique, et l'agriculture y prend un nouvel élan grâce au retour des jeunes à la terre. Pourvu que cela dure. ■

*Fabrication de briques par les migrants.*



## Modernisation de certains villages

Au-delà du repeuplement quantitatif des campagnes, le retour des migrants,

\* Chargé de cours à la faculté d'agronomie et des sciences agricoles de l'université de Dschang, Cameroun et membre de l'Inter-Réseaux. Email : [andrekamga@yahoo.fr](mailto:andrekamga@yahoo.fr)